

## Brèves économiques d'Afrique Australe

### Faits saillants – Semaine du 17 au 23 juin 2017

- *Afrique du Sud : légère progression du déficit courant à 2,1 % du PIB sur le trimestre au T1 dont le financement repose sur des investissements de portefeuille et d'« autres investissements » (SARB)*
- *Malawi : le FMI approuve le décaissement de 26,9 M USD dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FMI)*
- *Namibie : 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif de récession au T1 2017 à -2,7 % en g.a (Autorités)*
- *Zimbabwe : des perspectives macroéconomiques de moyen terme peu favorables (Banque mondiale)*

### Région

*Evolution nominale des taux de change contre l'USD :*

	Taux de change Pour 1 USD le 23 juin	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	12,9 ZAR	-0,6	+2,1	+12,2	+6,3
<b>Angola</b>	165,9 AOA	+0,0	-0,0	-0,0	-0,0
<b>Botswana</b>	10,3 BWP	-0,4	+0,6	+4,8	+4,5
<b>Mozambique</b>	60,4 MZN	-0,7	-0,5	+2,6	+18,8
<b>Zambie</b>	9,3 ZMW	-0,7	+0,2	+19,0	+7,2

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

### Afrique du Sud

*Légère progression du déficit courant à 2,1 % du PIB sur le trimestre au T1 dont le financement repose sur des investissements de portefeuille et d'« autres investissements » (SARB)*

Au T1, le déficit courant s'est élevé à 2,1 % du PIB, en légère progression par rapport au T4 2016 (1,7 %). Sur le trimestre, la progression du déficit résulte de la nette augmentation de celui de la balance des services (+235,1 % à -13,4 Mds ZAR) et, dans une moindre mesure, de l'augmentation de celui des transferts courants (+14 % à -28,7 Mds ZAR). A l'inverse, le déséquilibre courant a été limité d'abord par le moindre déficit de la balance des revenus (-19,5 % à -93,6 Mds ZAR) puis par la progression du surplus de la balance commerciale (+3,1 % à 57,4 Mds ZAR – en excédent pour le 2<sup>ème</sup> trimestre consécutif). Cette dernière a profité d'une progression plus rapide des exportations (+0,3 % à 1 124 Mds ZAR avec une progression des ventes d'or de +11,4 % à 55 Mds ZAR) que des importations (+0,2 % à 1 067 Mds ZAR). En parallèle, le financement du déficit courant a été majoritairement assuré par des flux entrants nets d'« autres investissements » (-183,8 % à 18,6 Mds ZAR – catégorie résiduelle comprenant notamment les prêts bancaires, dépôts et crédits commerciaux). Ont également été positifs les flux entrants nets d'investissements de portefeuille (-90,8 % à 7,5 Mds ZAR - par nature volatils). A l'inverse, les flux entrants nets d'IDE (-92,9 % à -0,9 Mds ZAR, négatifs pour le 2<sup>ème</sup> trimestre consécutif – flux de capitaux les plus productifs) et les flux entrants nets de « produits financiers dérivés » (-82,8 % à -0,4 Mds ZAR) ont été négatifs. Selon les prévisions d'avril du FMI, le déficit courant s'élèverait à 3,4 % du PIB cette année après 3,3 % en 2016.

*L'inflation se stabilise à +5,4 % en mai (Autorités)*

En mai, le taux d'inflation s'est élevé à +5,4 % en g.a après +5,3 % en avril portant la hausse moyenne des prix à +5,9 % sur les 5 premiers mois de l'année (+6,4 % en moyenne en 2016). Pour le 2<sup>ème</sup> mois consécutif, l'inflation se situe proche, mais en-deçà, de la limite haute de la cible visée par la Banque centrale (3-6 %) après avoir été en dehors pendant 7 mois de suite. En rythme mensuel, les prix ont crû de +0,3% en mai après +0,1 % en avril.

*Baisse de -0,8 % de l'indice composite de la Banque centrale en avril (SARB)*

Après avoir progressé pendant 7 mois jusqu'en février, l'indice composite de la Banque centrale (« *leading indicator* ») a reculé de -0,8 % sur le mois en mars et en avril à 96,7 points (base 100 en 2010). En glissement annuel, il s'inscrit en hausse de +4,9 %.

**Angola**

*Un déficit de plus de 456 Mds AOA Mds dans le budget de l'Etat pour l'année 2015 (Autorités)*

Selon le rapport approuvé par la commission économie et finances de l'Assemblée Nationale, le budget de l'Etat angolais pour l'année 2015 (OGT) présente un déficit de plus de 459 Mds AOA (soit environ 2 766 M USD au taux actuel). En cause notamment les recettes effectives qui s'élèvent à moins de 80 % des recettes prévues et des dépenses supérieures aux projections.

*Augmentation de +93 % d'excédent commercial en 2016 (Autorités)*

En 2016, l'excédent de la balance commerciale angolaise a augmenté de +93 % à 2 779 Mds AOA (soit environ 17 M USD au taux actuel). Les exportations (constituées à 93 % par les produits pétroliers) ont augmenté de +19 % alors que les importations ont reculé de -22 % sur l'année compte tenu de la faiblesse de la demande intérieure.

**Botswana**

*Maintien du taux directeur à 5,5 % (Banque centrale)*

Le 20 juin, la Banque centrale a maintenu le taux directeur à 5,5 %. Si l'inflation devrait légèrement augmenter à court terme (augmentation des tarifs de l'électricité et de l'eau et du prix du pétrole), elle resterait contenue au sein de la fourchette de 3-6 % suivie par l'institution grâce à l'absence de pressions par la demande et la limitation de l'inflation importée.

**Malawi**

*Le FMI approuve le décaissement de 26,9 M USD dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FMI)*

Au terme de la 9<sup>ème</sup> et dernière revue du programme de *Facilité Elargie de Crédit*, le FMI approuvé le décaissement immédiat de 26,9 M USD, portant le montant de l'aide totale versée au titre de ce programme à 191,4 M USD (143,5 M USD approuvés en juillet 2012, complétés par 47,8 M USD en juin 2016 pour faire face aux conséquences de la sécheresse). Ce programme avait pour objectif de renforcer la stabilité macroéconomique et la croissance, d'accélérer la diversification de l'économie et de réduire la pauvreté. En complétant cette revue, le Fonds a aussi approuvé la demande des autorités malawites de dérogation s'agissant de l'atteinte de certains objectifs (niveau des réserves de change, endettement de l'Etat au plan domestique) compte tenu de l'adversité de la situation conjoncturelle. Si l'activité devrait augmenter en 2017 grâce à une production agricole plus importante, l'économie reste vulnérable aux conditions météorologiques et aux dérapages s'agissant des politiques publiques. Le FMI appelle les autorités à confirmer l'orientation restrictive du *policy-mix* tout en mettant en œuvre des réformes de gestion des finances publiques afin de renforcer la confiance des bailleurs et du secteur privé.

**Mozambique**

*Maintien du taux directeur à 22,75 % et progression du niveau des réserves de change (Banque centrale)*

Le 19 juin, la Banque centrale a maintenu le taux de facilité de prêt marginal à 22,75 % (abaissé de 50 pdb en avril), le taux MIMO à 21,75 % (taux du marché interbancaire mozambicain mis en place pour la première fois en avril), les coefficients de réserves obligatoires en monnaie nationale et en devises à 15,5 % et le taux de la facilité de dépôts à 16,25 %. Si les autorités s'attendent à un mouvement de désinflation dans les prochains mois (appréciation du metical, contraction de la demande intérieure, plus grande disponibilité des produits alimentaires d'origine nationale sur les marchés), elles alertent sur différents risques pesant sur l'évolution à venir des prix (processus d'ajustement des prix administrés, effet de la consolidation budgétaire, reprise incertaine de l'aide internationale, niveau des liquidités dans le système bancaire). Du côté des réserves de change, celles-ci continuent de progresser à 2 290 M

USD en mai (+15,4 % en glissement annuel) soit 6,1 mois d'importations hors grands projets. S'agissant de la réglementation financière, la Banque centrale a introduit un ratio minimum de liquidité (fixé à 25 % des actifs de court terme) pour les établissements financiers afin de renforcer leur solidité.

### Namibie

*4<sup>ème</sup> trimestre consécutif de récession au T1 2017 à -2,7 % en g.a (Autorités)*

Selon les données préliminaires, l'économie a continué de se contracter pour le 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif au 1<sup>er</sup> trimestre avec un recul du PIB de -2,7 % en g.a après -4,1 % au T4 2016. En glissement annuel, la baisse de la croissance résulte notamment de la contraction des secteurs de la construction (-44,9 % - 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif de recul) et manufacturier (-10,7 %), des ventes de gros et de détail (-7,4 %) et de l'hôtellerie (-9,3 %). A l'inverse, ont été porteurs les secteurs de l'agriculture (+10,5 %), des mines (+16,8 %) et de l'eau et de l'électricité (+6,1 %). Pour 2017, la Banque mondiale prévoit un rebond de la croissance de 3 % après 1,2 % l'an passé grâce notamment à la normalisation des conditions climatiques, au rebond de la demande externe et à l'augmentation en volume et en valeur de la production minière.

*Maintien de la notation souveraine à un cran de la catégorie spéculative et de la perspective négative (Fitch)*

Le 19 juin, l'agence de notation *Fitch* a conservé la notation souveraine de long terme en monnaie locale et en devise à un cran au-dessus de la catégorie spéculative (BBB-) ainsi que la perspective négative qui lui est associée, maintenant la pression sur les autorités notamment au regard de l'évolution de la dette publique. Si *Fitch* souligne l'importance du potentiel de croissance de l'économie (5 % de croissance anticipé à moyen terme), l'historique de stabilité politique et la qualité de la gouvernance en comparaison d'autres pays d'Afrique australe, l'agence s'inquiète de l'importance des déficits jumeaux en dépit des engagements pris par les autorités. L'accumulation d'importants déficits budgétaires (-8,5 % en 2015/16, -6,3 % en 2016/17 et -4,2 % du PIB attendu en 2017/18 par *Fitch*) a provoqué une augmentation rapide de la dette publique (+16 points à 42 % du PIB entre 2012 et 2016). Au plan externe, le déficit courant n'a cessé d'augmenter depuis 2008 (jusqu'à -10,5 % du PIB l'an passé et attendu à -8,3 % cette année) en lien avec la faiblesse des cours des matières premières et de la demande externe ainsi qu'avec le niveau élevé des importations. Après 0,1 % de croissance en 2016, *Fitch* anticipe une reprise de l'activité à 2 % cette année grâce à l'effet favorable de la normalisation des conditions météorologiques sur le secteur agricole ainsi qu'à l'augmentation des productions d'uranium et d'or.

### Swaziland

*Reprise timide de l'activité en 2017 et fragilité des finances publiques (FMI)*

Au terme de la mission Article IV, le FMI a confirmé la reprise de l'activité à partir de 2017 mais à un rythme toujours faible compte tenu des nombreux facteurs de risque existants (resserrement de la politique budgétaire, volatilité des recettes douanières de la SACU, incertitudes autour de la demande externe pour les produits swazis, resserrement des conditions monétaires internationales). Sur le plan budgétaire, le Fonds indique que la politique budgétaire expansionniste, pourtant menée par les autorités dans un contexte difficile (sécheresse, baisse importante des transferts issus de la SACU), a fragilisé les finances publiques (augmentation rapide de la dette publique ; accumulation d'arrières de paiement au plan domestique). Dans ce contexte, le FMI appelle les autorités à renforcer, au travers de réformes structurelles, le cadre macroéconomique à la fois du point de vue de l'activité (environnement des affaires, formation), des finances publiques (resserrement budgétaire, efficacité des entreprises publiques) et de l'équilibre social (réduction du chômage et des inégalités). Du côté du secteur financier, si le Fonds confirme sa solidité et salue le renforcement en cours de sa supervision, il souligne différentes sources de vulnérabilités (liens avec le gouvernement, dette des ménages, liens entre les institutions financières).

*Baisse des réserves de change en mai (Banque centrale)*

En mai, les réserves de change brutes ont diminué de -9,4 % sur le mois à 7,4 Mds lilangeni (57 M USD), soit 3,5 mois de couverture des importations. En glissement annuel, le niveau des réserves s'est replié de -12,8 %.

**Zimbabwe**

*Des perspectives macroéconomiques de moyen terme peu favorables (Banque mondiale)*

Dans un rapport publié cette semaine, la Banque mondiale indique s'attendre à une augmentation de la croissance de 0,6 % à 2,7 % en 2017, tirée par le secteur agricole (14 % du PIB) dans le sillage de la normalisation des conditions climatiques. Néanmoins, l'institution met en garde contre des perspectives de moyen terme peu favorables (0,9 % en 2018 et 0,2 % l'année suivante) compte tenu de la mise en œuvre incomplète des politiques d'ajustement budgétaire (effet d'éviction de la dépense publique sur le financement du secteur privé), des avancées insuffisantes s'agissant des réformes structurelles et des risques pesant sur les perspectives d'inflation compte tenu de l'augmentation de la masse monétaire suite à l'introduction des *bond notes* (140 M USD émis par la Banque centrale depuis novembre 2016 pour corriger le manque de liquidités). En parallèle, la Banque mondiale souligne différents atouts de l'économie zimbabwéenne pour sa croissance à moyen terme : le niveau élevé d'éducation de la population en comparaison des autres pays de la région et l'importance de ses ressources naturelles. Du côté des prix, si l'inflation est revenue en territoire positif depuis février (+3,2 % attendu en moyenne cette année après 3 ans de déflation), son augmentation rapide (+9,6 % en 2018) inquiète particulièrement l'institution qui appelle à la prudence quant de nouvelles émissions de billets d'obligations. S'agissant du règlement des arrières de paiements (1,2 Md USD auprès de la Banque mondiale, 601 M USD à la Banque africaine de développement et 212 M USD à la Banque d'investissement européenne), le Ministre des finances Patrick Chinamasa a confirmé l'intention des autorités de rembourser dans l'optique de retrouver un accès aux financements internationaux (dette publique en hausse de 12 points sur un an à 70 % du PIB en 2016 dont les 2/3 correspondent à de la dette externe). Toutefois, la Banque mondiale indique que le règlement des arrières devra s'accompagner d'importantes réformes structurelles (gestion des finances publiques, environnement des affaires) de façon à retrouver la confiance des bailleurs.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



**Auteur :** Service Economique Régional de Pretoria

**Adresse :** Ambassade de France en Afrique du Sud

**Rédigées par :** Paul Raso

**Revues par :** Pascal Carrere